

TREATY SERIES. No. 24.

1905.

INTERNATIONAL AGREEMENT

FOR THE

SUPPRESSION

OF THE

WHITE SLAVE TRAFFIC.

Signed at Paris, May 18, 1904.

[Ratifications deposited at Paris, January 18, 1905.]

*Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty.
September 1905.*

LONDON :
PRINTED FOR HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HIS MAJESTY.

And to be purchased either directly or through any Bookseller, from
WYMAN AND SONS, LTD., FETTER LANE, E.C.; and
32, ABINGDON STREET, WESTMINSTER, S.W.; or
OLIVER AND BOYD, EDINBURGH; or
E. PONSONBY, 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

[Cd. 2689.] Price 1d.

INTERNATIONAL AGREEMENT FOR THE
SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE
TRAFFIC.

Signed at Paris, May 18, 1904.

[Ratifications deposited at Paris, January 18, 1905.]

SA Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; et le Conseil Fédéral Suisse, désireux d'assurer aux femmes majeures, abusées ou contraintes, comme aux femmes et filles mineures, une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de "Traite des Blanches," ont résolu de conclure un Arrangement à l'effet de concerter des mesures propres à atteindre ce but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, son Excellence Sir Edmund Monson, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, S.A.S. le Prince de Radolin, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. A. Leghait, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. le Comte F. Reventlów, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, son Excellence M. F. de Leon y Castillo, Marquis del Muni, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Le Président de la République Française, son Excellence M. Th. Delcassé, Député, Ministre des Affaires Étrangères de la République Française ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, son Excellence M. le Comte Torielli Brusati di Vergano, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, M. le Chevalier de Stuers, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. T. de Souza-Roza, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, son Excellence M. de Nelidow, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : pour la Suède et pour la Norvège, M. Akerman, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ; et

Le Conseil Fédéral Suisse, M. Charles Édouard Lardy, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Président de la République Française ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:—

ARTICLE 1^{er}.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une Autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger ; cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres États contractants.

ARTICLE 2.

Chacun des Gouvernements s'engage à faire exercer une surveillance en vue de rechercher, particulièrement dans les gares, les ports d'embarquement, et en cours de voyage, les conducteurs de femmes et filles destinées à la débauche. Des instructions seront adressées dans ce but aux fonctionnaires ou à toutes autres personnes ayant qualité à cet effet, pour procurer, dans les limites légales, tous renseignements de nature à mettre sur la trace d'un trafic criminel.

L'arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d'un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux Autorités du lieu de destination, soit aux Agents Diplomatiques ou Consulaires intéressés, soit à toutes autres Autorités compétentes.

ARTICLE 3.

Les Gouvernements s'engagent à faire recevoir, le cas échéant et dans les limites légales, les déclarations des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et leur état civil, et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis seront communiqués aux Autorités du pays d'origine des dites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel.

Les Gouvernements s'engagent, dans les limites légales et autant que faire se peut, à confier, à titre provisoire et en vue d'un rapatriement éventuel, les victimes d'un trafic criminel, lorsqu'elles sont dépourvues de ressources, à des institutions d'assistance publique ou privée ou à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

Les Gouvernements s'engagent aussi, dans les limites légales et autant que possible, à renvoyer dans leur pays d'origine celles de ces femmes ou filles qui demandent leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes ayant autorité sur elles. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l'identité et la nationalité, ainsi que sur le lieu et la date de l'arrivée aux frontières. Chacun des Pays contractants facilitera le transit sur son territoire.

La correspondance relative aux rapatriements se fera, autant que possible, par la voie directe.

ARTICLE 4.

Au cas où la femme ou fille à rapatrier ne pourrait rembourser elle-même les frais de son transfert et où elle n'aurait ni mari, ni parents, ni tuteur qui payeraient pour elle, les frais occasionnés par le rapatriement seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, et à la charge du pays d'origine pour le surplus.

ARTICLE 5.

Il n'est pas dérogé, par les dispositions des Articles 3 et 4 ci-dessus, aux Conventions particulières qui pourraient exister entre les Gouvernements contractants.

ARTICLE 6.

Les Gouvernements contractants s'engagent, dans les limites légales, à exercer, autant que possible, une surveillance sur les bureaux ou agences qui s'occupent du placement de femmes ou filles à l'étranger.

ARTICLE 7.

Les États non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention, par la voie diplomatique, au Gouvernement Français, qui en donnera connaissance à tous les États contractants.

ARTICLE 8.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties contractantes le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de la dite dénonciation.

ARTICLE 9.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications seront échangées, à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 Mai, 1904, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à chaque Puissance contractante.

- (L.S.) (Signé) EDMUND MONSON.
- (L.S.) (Signé) RADOLIN.
- (L.S.) (Signé) A. LEGHAIT.
- (L.S.) (Signé) F. REVENTLOW.
- (L.S.) (Signé) F. DE LEON Y CASTILLO.
- (L.S.) (Signé) DELCASSÉ.
- (L.S.) (Signé) G. TORNIELLI.
- (L.S.) (Signé) A. DE STUERS.
- (L.S.) (Signé) T. DE SOUZA ROZA.
- (L.S.) (Signé) NELIDOW.

Pour la Suède et pour la Norvège :

- (L.S.) (Signé) ÅKERMAN.
- (L.S.) (Signé) LARDY.

(Translation.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Denmark; His Majesty the King of Spain; the President of the French Republic; His Majesty the King of Italy; Her Majesty the Queen of the Netherlands; His Majesty the King of Portugal and of the Algarves; His Majesty the Emperor of All the Russias; His Majesty the King of Sweden and Norway, and the Swiss Federal Council, being desirous of securing to women of full age who have suffered abuse or compulsion, as also to women and girls under age, effective protection against the criminal traffic known as the "White Slave Traffic," have decided to conclude an Agreement with a view to concerting measures calculated to attain this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:—

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, his Excellency Sir E. Monson, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, His Serene Highness Prince Radolin, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the King of the Belgians, M. A. Leghait, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the King of Denmark, Count F. Reventlow, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the King of Spain, his Excellency M. F. de Leon y Castillo, Marquis del Muni, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic;

The President of the French Republic, his Excellency M. Th. Delcassé, Deputy, Minister for Foreign Affairs of the French Republic;

His Majesty the King of Italy, his Excellency Count Tornielli Brusati di Vergano, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic;

Her Majesty the Queen of the Netherlands, M. le Chevalier de Stuvers, her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the King of Portugal and of the Algarves, M. T. de Souza-Roza, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the Emperor of All the Russias, his Excellency M. de Nelidow, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the King of Sweden and Norway : for Sweden and for Norway, M. Åkerman, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

And the Swiss Federal Council, M. Charles Edouard Lardy, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to the President of the French Republic ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :—

ARTICLE 1.

Each of the Contracting Governments undertakes to establish or name some authority charged with the co-ordination of all information relative to the procuring of women or girls for immoral purposes abroad ; this authority shall be empowered to correspond direct with the similar department established in each of the other Contracting States.

ARTICLE 2.

Each of the Governments undertakes to have a watch kept, especially in railway stations, ports of embarkation, and *en route*, for persons in charge of women and girls destined for an immoral life. With this object instructions shall be given to the officials and all other qualified persons to obtain, within legal limits, all information likely to lead to the detection of criminal traffic.

The arrival of persons who clearly appear to be the principals, accomplices in, or victims of, such traffic shall be notified, when it occurs, either to the authorities of the place of destination, or to the Diplomatic or Consular Agents interested, or to any other competent authorities.

ARTICLE 3.

The Government undertake, when the case arises, and within legal limits, to have the declarations taken of women or girls of foreign nationality who are prostitutes, in order to establish their identity and civil status, and to discover who has caused them to leave their country. The information obtained shall be communicated to the authorities of the country of origin of the said women or girls, with a view to their eventual repatriation.

The Governments undertake, within legal limits, and as far as can be done, to intrust temporarily, and with a view to their eventual repatriation, the victims of a criminal traffic when destitute to public or private charitable institutions, or to private individuals offering the necessary security.

The Governments also undertake, within legal limits, and as far as possible, to send back to their country of origin those women

and girls who desire it, or who may be claimed by persons exercising authority over them. Repatriation shall only take place after agreement as to identity and nationality, as well as place and date of arrival at the frontiers. Each of the Contracting Countries shall facilitate transit through its territory.

Correspondence relative to repatriation shall be direct as far as possible.

ARTICLE 4.

Where the woman or girl to be repatriated cannot herself repay the cost of transfer, and has neither husband, relations, nor guardian to pay for her, the cost of repatriation shall be borne by the country where she is in residence as far as the nearest frontier or port of embarkation in the direction of the country of origin, and by the country of origin as regards the rest.

ARTICLE 5.

The provisions of the foregoing Articles 3 and 4 shall not affect any private Conventions existing between the Contracting Governments.

ARTICLE 6.

The Contracting Governments undertake, within legal limits, to exercise supervision, as far as possible, over the offices or agencies engaged in finding employment for women or girls abroad.

ARTICLE 7.

Non-Signatory States can adhere to the present Agreement. For this purpose they shall notify their intention, through the diplomatic channel, to the French Government, who shall acquaint all the Contracting States.

ARTICLE 8.

The present Agreement shall come into force six months after the exchange of ratifications. If one of the Contracting Parties denounces it, this denunciation shall only have effect as regards that party, and that only twelve months after the date of denunciation.

ARTICLE 9.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged, at Paris with the least possible delay.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and thereunto affixed their seals.

Done at Paris, the 18th May, 1904, in single copy, which shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic, and of which one copy, certified correct, shall be sent to each Contracting Party.

- (L.S.) (Signed) EDMUND MONSON.
- (L.S.) (Signed) RADOLIN.
- (L.S.) (Signed) A. LEGHAIT.
- (L.S.) (Signed) F. REVENTLOW.
- (L.S.) (Signed) F. DE LEON Y CASTILLO.
- (L.S.) (Signed) DELCASSÉ.
- (L.S.) (Signed) G. TORNIELLI.
- (L.S.) (Signed) A. DE STUERS.
- (L.S.) (Signed) T. DE SOUZA ROZA.
- (L.S.) (Signed) NELIDOW.

For Sweden and Norway :

The Minister of Sweden and Norway,

- (L.S.) (Signed) ÅKERMAN.
- (L.S.) (Signed) LARDY.

Procès-verbal de Signature.

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement ayant pour but d'assurer une protection efficace contre la "Traite des Blanchés," ont échangé la déclaration suivante en ce qui concerne l'application dudit Arrangement aux Colonies respectives des États contractants :—

ARTICLE 1^{er}.

Les Pays signataires de l'Arrangement susmentionné ont le droit d'y accéder en tout temps pour leurs Colonies ou Possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs Colonies ou Possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

ARTICLE 2.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare se réserver le droit d'adhérer à l'Arrangement et de le dénoncer pour chacune des Colonies ou Possessions Britanniques, séparément.

Le Gouvernement Allemand déclare réserver ses résolutions au sujet de ses Colonies.

Le Gouvernement Danois déclare qu'il se réserve le droit d'adhérer à l'Arrangement pour les Colonies Danoises.

Le Gouvernement Espagnol déclare réserver ses résolutions au sujet de ses Colonies.

Le Gouvernement Français déclare que l'Arrangement s'appliquera à toutes les Colonies Françaises.

Le Gouvernement Italien déclare que l'Arrangement s'appliquera à la Colonie d'Érythrée.

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que l'Arrangement s'appliquera à toutes les Colonies Néerlandaises.

Le Gouvernement Portugais déclare se réserver de décider ultérieurement si l'Arrangement sera mis en vigueur dans quelque une des Colonies Portugaises.

Le Gouvernement Russe déclare que l'Arrangement sera applicable intégralement à tout le territoire de l'Empire en Europe et en Asie.

ARTICLE 3.

Les Gouvernements qui auraient ensuite à faire des déclarations au sujet de leurs Colonies les feront dans la forme prévue de l'Article 7 de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement, S.A.S. le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne, demande, au nom de son Gouvernement, à faire la déclaration suivante :

De l'avis du Gouvernement Allemand, les règlements qui pourraient exister entre l'Empire Allemand et le pays d'origine, concernant l'assistance mutuelle d'indigents, ne sont pas applicables aux personnes qui seront rapatriées, en vertu du présent Arrangement, en passant par l'Allemagne.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Procès-verbal.

Fait à Paris, le 18 Mai, 1904.

(Signé)	EDMUND MONSON.
(Signé)	RADOLIN.
(Signé)	A. LEGHAIT.
(Signé)	F. REVENTLOW.
(Signé)	F. DE LEON Y. CASTILLO.
(Signé)	DELCASSÉ.
(Signé)	G. TORNIELLI.
(Signé)	A. DE STUERS.
(Signé)	T. DE SOUZA ROZA.
(Signé)	NELIDOW.

Pour la Suède et pour la Norvège :

(Signé)	ÅKERMAN.
(Signé)	LARDY.

(Translation.)

The undersigned Plenipotentiaries, assembled this day for the purpose of proceeding to the signature of the Agreement intended to secure effective protection against the "White Slave Traffic," have exchanged the following Declaration respecting the application of the said Agreement to the respective Colonies of the Contracting States :—

ARTICLE 1.

The countries signatories of the Agreement have the right to accede thereto at any time for their Colonies or foreign possessions.

They may do this either by a general Declaration comprehending all their Colonies or possessions within the accession, or by specially naming those comprised therein, or by simply indicating those which are excluded.

ARTICLE 2.

The Government of His Britannic Majesty declare that they reserve the right to accede to the Agreement, and to denounce it for each of the British Colonies or possessions.

The German Government declare that they reserve their decisions on the subject of their Colonies.

The Danish Government declare that they reserve the right to accede to the Agreement for the Danish Colonies.

The Spanish Government declare that they reserve their decisions on the subject of their Colonies.

The French Government declare that the Agreement shall apply to all French Colonies.

The Italian Government declare that the Agreement shall apply to the Colony of Erythraea.

The Netherland Government declare that the Agreement shall apply to all the Netherland Colonies.

The Portuguese Government declare that they reserve the right to decide subsequently whether the Agreement shall be put in force in any of the Portuguese Colonies.

The Russian Government declare that the Agreement shall be applicable in its integrity to all the territory of the Empire in Europe and in Asia.

ARTICLE 3.

Any Governments who may subsequently have declarations to make on the subject of their Colonies shall make them in the form provided in Article 7 of the Agreement.

At the moment of proceeding to the signature of the Agreement, his Serene Highness Prince Radolin, Ambassador of Germany, desires, in the name of his Government, to make the following declaration:—

In the view of the German Government, the Rules which may exist between the German Empire and the country of origin respecting the mutual assistance of paupers are not applicable to persons who are repatriated in virtue of the present Agreement on their way through Germany.

In faith whereof Plenipotentiaries have signed this *procès-verbal*.

Done at Paris, May 18, 1904.

(Signed)	EDMUND MONSON.
(Signed)	RADOLIN.
(Signed)	A. LEGHAIT.
(Signed)	F. REVENTLOW.
(Signed)	F. DE LEON Y CASTILLO.
(Signed)	DELCASSÉ.
(Signed)	G. TORNIELLI.
(Signed)	A. DE STUERS.
(Signed)	T. DE SOUZA ROZA.
(Signed)	NELIDOW.

For Sweden and Norway:

(Signed)	ÅKERMAN.
(Signed)	LARDY.

Acte d'Adhésion.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie, désirant user de la faculté qui lui est réservée par l'Article 7 de l'Arrangement conclu à Paris le 18 Mai, 1904, et destiné à réprimer la "Traite des Blanches," a résolu d'y accéder pour ses États.

Sa Majesté a nommé, à cet effet, pour Plénipotentiaire, M. le Comte Rodolphe de Khevenhüller-Metsch, son Conseiller intime et Chambellan, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près la République Française, lequel, après avoir produit ses pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, a déclaré ce qui suit:—

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie adhère, pour ses États, à l'Arrangement conclu à Paris le 18 Mai, 1904, et destiné à réprimer la "Traite des Blanches," ainsi qu'à la déclaration contenue dans le Procès-verbal de Signature du 18 Mai, 1904, et concernant l'appli-

cation du dit Arrangement aux Colonies respectives des Parties Contractantes. Il prend acte, en même temps, des énonciations insérées au dit Procès-verbal de Signature.

Le Ministre des Affaires Étrangères de la République Française, M. Th. Delcassé, au nom des Puissances Signataires de l'Arrangement et du Procès-verbal précités, prend acte de cette déclaration d'adhésion.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent Acte, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double, à Paris, le 18 Janvier, 1905.

(L.S.)	(Signé)	DELCASTÉ.
(L.S.)	(Signé)	R. KHEVENHÜLLER.

(Translation.)

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, being desirous of availing himself of the faculty reserved to him by Article 7 of the Agreement concluded at Paris on the 18th May, 1904, having for its object the suppression of the "White Slave Traffic," has resolved to accede to it on behalf of the States subject to his rule.

His Majesty has named as his Plenipotentiary, for this purpose, Count Rodolphe de Khevenhüller-Metsch, his Privy Councillor and Chamberlain, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the French Republic, who, having produced his full powers, found in good and due form, declared as follows:—

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, accedes, on behalf of the States subject to his rule, to the Agreement concluded at Paris on the 18th May, 1904, having for its object the suppression of the "White Slave Traffic," as well as to the declaration in the Protocol of Signature of the 18th May, 1904, relative to the application of the said Agreement to the respective Colonies of the Contracting Parties. He takes note, at the same time, of the declarations contained in the above-mentioned Protocol of Signature.

The Minister of Foreign Affairs of the French Republic, M. Th. Delcassé, in the name of the Powers Signatories of the above-mentioned Agreement and Protocol, takes note of this declaration of accession.

In faith of which the Undersigned have executed the present Act, and have attached their seals to it.

Done in duplicate, at Paris, the 18th January, 1905.

(L.S.)	(Signed)	DELCASTÉ.
(L.S.)	(Signed)	R. KHEVENHÜLLER.

Procès-Verbal de Dépôt de Ratifications sur l'Arrangement International, signé à Paris le 18 Mai, 1904, en vue d'assurer une Protection efficace contre le Trafic criminel connu sous le nom de "Traite des Blancches."

En exécution de l'Article 9 de l'Arrangement International du 18 Mai, 1904, les soussignés Représentants des Puissances co-signataires se sont réunis au Ministère des Affaires Étrangères à Paris, pour procéder au dépôt entre les mains du Gouvernement de la République Française des Ratifications des Hautes Puissances Contractantes, ce dépôt tenant lieu d'échange.

Les Instruments des Ratifications :—

- 1° de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ;
- 2° de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
- 3° de Sa Majesté le Roi de Danemark ;
- 4° de Sa Majesté le Roi d'Espagne ;
- 5° de M. le Président de la République Française ;
- 6° de Sa Majesté le Roi d'Italie ;
- 7° de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;
- 8° de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ;
- 9° et du Conseil Fédéral Suisse ;

ont été produits et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, sont confiés au Gouvernement de la République Française pour être déposés dans les archives du Département des Affaires Étrangères.

D'autre part, M. le Ministre de Belgique, M. le Ministre du Portugal, et M. le Ministre des Pays-Bas ayant demandé un délai pour accomplir cette formalité, les Soussignés sont convenus de charger le Gouvernement de la République Française de recevoir les Ratifications des dits États, qui devront les envoyer le 18 Juillet, 1905, au plus tard, date à laquelle l'Arrangement, conformément à l'Article 8, entrera en vigueur pour tous les États ayant alors ratifié.

Le Gouvernement Français donnera avis de ces dépôts successifs aux Puissances Contractantes.*

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 Janvier, 1905.

Pour la Grande-Bretagne :
(L.S.) (Signé) FRANCIS BERTIE.
Pour l'Allemagne :
(L.S.) (Signé) RADOLIN.
Pour le Danemark :
(L.S.) (Signé) F. REVENTLOW.

* See note on p. 16.

- Pour l'Espagne:
 (L.S.) (Signé) F. DE LEON Y CASTILLO.
 Pour la République Française:
 (L.S.) (Signé) DELCASSE.
 Pour l'Italie:
 (L.S.) (Signé) G. TORNIELLI.
 Pour la Russie:
 (L.S.) (Signé) NELIDOW.
 Pour la Suède et pour la Norvège:
 (L.S.) (Signé) ÅKERMAN.
 Pour la Suisse:
 (L.S.) (Signé) LARDY.

Copie certifiée conforme à l'original :

(Signé) ARMAND MOLLARD,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole.

(Translation.)

Procès-Verbal of Deposit of Ratifications of the International Agreement, signed at Paris on the 18th May, 1904, with a view to securing the Effectual Suppression of the Criminal Traffic known as the "White Slave Traffic."

In execution of Article 9 of the International Agreement of the 18th May, 1904, the undersigned Representatives of the co-signatory Powers met at the Ministry of Foreign Affairs at Paris, in order to proceed to the deposit in the hands of the Government of the French Republic of the Ratifications of the High Contracting Powers, such deposit taking the place of exchange.

The Ratifications:—

1. Of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India;
2. Of His Majesty the German Emperor, King of Prussia;
3. Of His Majesty the King of Denmark;
4. Of His Majesty the King of Spain;
5. Of the President of the French Republic;
6. Of His Majesty the King of Italy;
7. Of His Majesty the Emperor of All the Russias;
8. Of His Majesty the King of Sweden and Norway;
9. Of the Swiss Federal Council;

have been produced, and having, after examination, been found in good and due form, are entrusted to the Government of the French Republic to be deposited in the archives of the Department of Foreign Affairs.

On the other hand, the Belgian Minister, the Portuguese Minister, and the Netherland Minister, having requested an extension of time to carry out this formality, the Undersigned agree to authorize the French Government to receive the Ratifications of the above-mentioned States, which are to be furnished at latest by the 18th July, 1905, the date on which the Agreement, in conformity with its 8th Article, shall come into operation for all the States which shall have ratified it by that time.

The French Government will notify these successive deposits to the Contracting Powers.*

In faith of which the Undersigned have drawn up the present *procès-verbal*, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, the 18th January, 1905.

For Great Britain :
 (L.S.) (Signed) FRANCIS BERTIE.
 For Germany :
 (L.S.) (Signed) RADOLIN.
 For Denmark :
 (L.S.) (Signed) F. REVENTLOW.
 For Spain :
 (L.S.) (Signed) F. DE LEON Y CASTILLO.
 For the French Republic :
 (L.S.) (Signed) DELCASSE.
 For Italy :
 (L.S.) (Signed) G. TORNIELLI.
 For Russia :
 (L.S.) (Signed) NELIDOW.
 For Sweden and for Norway :
 (L.S.) (Signed) ÅKERMAN.
 For Switzerland :
 (L.S.) (Signed) LARDY.

True copy :

(Signed) ARMAND MOLLARD,
Minister Plenipotentiary,
Head of the Protocol.

* In pursuance of this provision, the French Government notified to His Britannic Majesty's Ambassador at Paris, on the 3rd July, 1905, that the Ratification of His Majesty the King of the Belgians had been deposited, and his Excellency was subsequently informed that the Ratification of His Majesty the King of Portugal was deposited on the 12th July, 1905.